



COALITION QUÉBÉCOISE
POUR LE CONTRÔLE DU TABAC

7000 av. du Parc, bureau 214, Montréal (Québec) H3N 1X1 • 514-598-5533 • coalition@cqct.qc.ca • www.cqct.qc.ca

Redressement des investissements pour lutter efficacement contre le tabagisme et le vapotage chez les non-fumeurs

Mémoire présenté au
Ministre des Finances du Québec
Monsieur Éric Girard

Consultations prébudgétaires 2025-2026

14 février 2025

Table des matières :

A.	Introduction.....	2
B.	Sommaire des recommandations.....	3
C.	Contexte : Fardeau, coût et tendances	3
D.	Rehaussement des investissements dans le contexte des milliards \$ provenant de l'entente concluant les litiges-tabac.....	4
E.	Financement adéquat des efforts pour contrer le tabagisme.....	5
F.	Poursuivre la politique de la taxation des produits du tabac.....	6
G.	Instauration de mesures pour contrer les manipulations de prix par les fabricants.....	10
H.	Instauration de permis tarifés en lien avec le commerce des produits de tabac et de vapotage.....	11
I.	Considération en lien avec la contrebande	12
J.	Utiliser la taxe harmonisée sur les e-liquides pour favoriser l'application des mesures québécoises.....	12
K.	Conclusion	13

A. Introduction

En 2023, le Québec comptait **12,5 %** de fumeurs et un **taux de vapotage** chez les jeunes plus élevé que la moyenne canadienne, qui elle, figure parmi **les plus élevés au monde**. Selon nous, ces données s'expliquent en grande partie par le manque de ressources et d'investissements mis de l'avant pour assurer le respect des mesures ainsi que la surveillance des divers joueurs de l'industrie du tabac et du vapotage. On note également un accompagnement sous-optimal des fumeurs qui souhaitent arrêter, notamment dans un contexte qui permet à l'industrie de la nicotine de facilement les leurrer vers des « solutions » alternatives plutôt que les thérapies de cessation (pour le tabagisme et de vapotage) qui sont reconnues efficaces et sécuritaires par l'État.

Ainsi, nous vous demandons de considérer une gamme de mesures fiscales en vue de contrer les maladies et décès causés par le tabagisme et d'accompagner optimalement les fumeurs et vapoteurs souhaitant cesser de fumer, mais aussi de mieux outiller l'État face aux nouveaux enjeux de santé créés par les nouveaux produits nicotiques en vente libre comme les produits de vapotage. Ces mesures auraient pour effet d'améliorer la santé des Québécois, de sauver des vies, de réduire plus efficacement le bassin de gens dépendants à la nicotine, d'alléger l'engorgement de nos hôpitaux, et ultimement de réduire les coûts de soins de santé tout en générant de nouveaux revenus pour l'État.

B. Sommaire des recommandations

- 1) La Coalition recommande au gouvernement du Québec d'allouer 20 M\$/an de la nouvelle entrée d'argent, provenant de l'entente des litiges-tabac, aux efforts de lutte contre le tabagisme et le vapotage chez les non-fumeurs afin d'accélérer la réduction du tabagisme et renverser la crise du vapotage chez les jeunes.
- 2) La Coalition recommande que le budget de la lutte contre le tabagisme soit majoré de 20 millions \$ (seulement 2,2 % des revenus générés par la taxe-tabac) et que les limites arbitraires sur l'accès aux thérapies reconnues pour la cessation soient éliminées.
- 3) La Coalition recommande au gouvernement du Québec de procéder avec des hausses de taxes subséquentes substantielles, notamment en vue de rejoindre rapidement le taux de l'Ontario et éventuellement la moyenne des autres provinces, soit avec une prochaine hausse d'au moins 4,00 \$ la cartouche de 200 cigarettes (dont 1\$, à lui-seul, représente un ajustement inflationniste). Elle recommande également de ne plus utiliser l'approche préconisée par l'industrie du tabac, soit de réaliser une hausse modeste, et d'en annoncer une autre dont la date de mise en vigueur est connue d'avance.
- 4) La Coalition recommande au gouvernement du Québec d'ajuster annuellement la taxe provinciale sur le tabac en fonction de l'indice des prix à la consommation.
- 5) En prévision de la prochaine révision de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme*, la Coalition recommande au gouvernement du Québec d'examiner les options pour contrecarrer des pratiques de l'industrie du tabac concernant le prix ayant pour effet de favoriser le tabagisme et le vapotage.
- 6) La Coalition recommande au gouvernement du Québec d'instaurer un permis de fabrication et d'importation tarifé à l'industrie du tabac et du vapotage, de manière à récupérer les montants consacrés à l'encadrement de ces produits, y compris ceux dédiés à la lutte contre la contrebande.
- 7) La Coalition recommande d'assujettir les produits de vapotage à la Loi concernant l'impôt sur le tabac tout en créant l'équivalent d'un comité « ACCES Vapotage ».
- 8) La Coalition recommande que les autorités pertinentes du Québec se concertent avec les autorités fédérales, ainsi que les autres provinces et territoires, afin de développer des mécanismes qui mettent à profit les systèmes d'estampillage (tabac et vapotage) de sorte à renforcer le respect des lois provinciales.

C. Contexte : Fardeau, coût et tendances

D'entrée de jeu, rappelons que le tabac et les produits de vapotage nicotiques ne sont pas des biens de consommation comme les autres. Le tabac, en particulier, est un tueur silencieux redoutable, responsable du décès de **13 000 fumeurs québécois** chaque année, soit environ **17 %** de tous les décès. Le traitement de milliers de fumeurs malades entraîne des **coûts directs** de près de 1,2 milliard de dollars qui pèsent lourd sur notre système de santé. Au total, le tabac coûte quelque **3,8 milliards \$** à notre société lorsqu'on tient compte des

coûts indirects, dont ceux découlant de la baisse de la productivité. En revanche, la taxe provinciale sur le tabac a rapporté **912 millions \$** en 2023-2024 – ce qui est bien en deçà des coûts de soins de santé attribuables au tabagisme. Rappelons que **le tiers des lits** d’hôpitaux sont occupés par des gens affectés par les conséquences du tabac, c’est-à-dire pour traiter les maladies causées ou aggravées par la cigarette. Encore en 2022, au Québec, **12,5 %** des adultes et **4,1 %** des 15-19 ans fumaient, ce qui représente **environ un million de fumeurs** et ce qui présage l’utilisation soutenue des services de santé pour des décennies - à moins que l’arrêt tabagique permanent ne soit accéléré chez ces clientèles.

En 2023, le Québec comportait près de 39 000 vapoteurs âgés de 12 à 18 ans, soit la différence entre **407,400** vapoteurs chez les +12 ans et **368,600** vapoteurs parmi les +18 ans. (Les données pour les mineures ne sont plus disponibles à partir de **2024** pour cette enquête.) Plus spécifiquement, en 2022/23, **environ le quart des élèves en secondaire V** (24,3 %) avait vapoté au cours des 30 derniers jours, soit une hausse significative comparativement à 14,7 % en 2016/17. En fait, le vapotage continue d’être un phénomène beaucoup plus répandu chez les jeunes que parmi les adultes de 25 ans et plus.

Bien que certains fumeurs se tournent vers le vapotage pour arrêter de fumer, rappelons qu’aucun fabricant n’a entrepris de démarches auprès de Santé Canada pour faire homologuer ses produits ou dispositifs de vapotage à titre de « médicament » pour l’arrêt tabagique. À l’échelle populationnelle, l’introduction des produits de vapotage (que ce soit illégalement avant 2018 ou légalement par après) n’a pas résulté en un taux de cessation plus élevé à travers la population (demeurant **essentiellement stable entre 2001 et 2020**). Les études montrent en général que c’est seulement dans un contexte de suivi clinique que les cigarettes électroniques favorisent la cessation, et non au niveau populationnel, c’est-à-dire parmi ceux qui se les procurent **sur le marché libre**. Le resserrement de l’encadrement de ses produits pour en réduire l’attrait et l’accès physique et financier demeurent plus justifié que jamais.

D. Rehaussement des investissements dans le contexte des milliards \$ provenant de l’entente concluant les litiges-tabac

- 1) La Coalition recommande au gouvernement du Québec d’allouer 20 M\$/an de la nouvelle entrée d’argent issus de l’entente des litiges-tabac pour le consacrer aux efforts de lutte contre le tabagisme et le vapotage chez les non-fumeurs et ce, afin d’accélérer la réduction du tabagisme et renverser la crise du vapotage chez les jeunes.**

Rappelons que les cigarettiers se sont placés sous la protection de la loi canadienne sur l’insolvabilité en mars 2019 après qu’un tribunal québécois leur ait ordonné en mars 2019 de verser quelque 13 milliards de dollars aux fumeurs québécois blessés par leurs produits. Ces mêmes compagnies faisaient également face à des réclamations encore plus importantes de la part des gouvernements provinciaux, dont le Québec, pour récupérer les coûts de soins de santé.

Des négociations secrètes entre les plaignants et les entreprises pour résoudre ces poursuites se sont soldées avec une proposition d’entente le 18 octobre dernier, pour ensuite être **approuvée par les créanciers** le 12 décembre dernier. L’entente est sur le point d’être entérinée par le tribunal. Une fois finalisée, le gouvernement du Québec encaissera quelques **6,6 milliards de dollars**, dont près de 1.7 milliards \$ dans l’immédiat. La plus grande proportion de ces revenus proviendra des ventes futures de produits du tabac à l’échelle canadienne, c’est-à-dire les fumeurs du Québec et des autres provinces.

L’entente protège explicitement le nouveau modèle d’affaires de l’industrie du tabac axé sur les nouveaux produits non-combustibles de l’industrie, en écartant de toute obligation en lien avec les produits de vapotage, le tabac chauffé et autres produits nicotiques novateurs. Les revenus et profits provenant de ses produits ne pourront être utilisés pour financer les paiements aux provinces et autres créanciers, une concession

extraordinaire accordée à ces compagnies qui ont historiquement toujours innové pour recruter des jeunes dans le piège de la dépendance à la nicotine.

Enfin, il sera même interdit à la fondation d'un milliard de dollars qui fait partie de l'entente de financier des interventions de prévention ou de cessation du tabagisme. Seule la recherche limitée à l'amélioration des traitements des dommages causés par le tabagisme pourra être financée, soit après que le mal sera fait !

Étant donné ces concessions ahurissantes à l'industrie ainsi que les importantes retombées financières que les provinces se sont négociées, le gouvernement du Québec se doit d'allouer une modeste partie de ces retombées pour contrecarrer les dommages réels et potentiels de cette entente pour la santé des Québécois, notamment pour mieux financer la lutte contre le tabagisme et le vapotage chez les non-fumeurs, l'accès universel aux aides thérapeutiques à la cessation (en éliminant les restrictions arbitraires), et la mise sur pied d'un programme ACCES Vapotage. Le gouvernement devrait accompagner ces investissements avec l'adoption de mesures de santé audacieuses et concrètes de manière à accélérer le déclin du tabagisme et le renversement de la crise du vapotage chez les jeunes, soit en s'outillant plus efficacement pour contrer les pratiques et les joueurs de l'industrie qui s'affairent à déjouer le règlement interdisant l'aromatisation des produits de vapotage.

E. Financement adéquat des efforts pour contrer le tabagisme

2) La Coalition recommande que le budget de la lutte contre le tabagisme soit majoré de 20 millions \$ (seulement 2,2 % des revenus générés par la taxe-tabac) et que les limites arbitraires sur l'accès aux thérapies reconnues pour la cessation soient éliminées.

Le budget de la lutte contre le tabagisme du MSSS a progressivement diminué depuis le début de la dernière décennie alors qu'il se chiffrait autour de 20 millions de dollars (20 M\$) (budget depuis 2003-2004). Au cours des dernières années, ce budget semble se maintenir à quelque 15 millions de dollars (15 M\$) sans compter les coûts d'inspection du tabac qui sont comptabilisés séparément, en combinaison avec d'autres secteurs depuis environ 2012, et dont l'enveloppe globale est d'environ 2 millions de dollars (2 M \$).

En 2022/23, le financement du programme gouvernemental de lutte contre le tabac était de 11 millions \$, auquel s'ajoute les crédits transférés au niveau régional pour le déploiement de la Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025. Ces derniers montants ne sont pas connus.

Dans tous les cas, il semble assez clair que sa valeur soit substantiellement moindre aujourd'hui que par le passé, avec un écart de plus de 15 millions de dollars comparativement à 2004 en fonction de l'IPC. Ce constat est encore plus préoccupant compte tenu de l'ajout de nouvelles problématiques d'envergure comme le vapotage et les défis colossaux en lien avec l'application de nouvelles mesures comme l'interdiction relativement récente des saveurs dans les produits de vapotage.

Même le rapport de mise en œuvre 2015-2020 de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* publié par le MSSS en 2020 met en lumière la complexification des enjeux et des défis concernant l'application de la loi québécoise, et recommande entre autres le renforcement des ressources dédiées à l'application de la Loi, notamment en augmentant le nombre d'inspecteurs et la fréquence de leurs visites – ce qui nécessite des investissements additionnels.

En somme, vu les dommages causés par le tabagisme, la première cause de maladies et de décès évitables dans notre société, et la crise de la dépendance à la nicotine chez les jeunes, nous croyons que le budget de la lutte contre le tabac est loin d'être à la hauteur des besoins. Des investissements supplémentaires substantiels sont nécessaires pour optimiser les ressources et l'expertise en place et pour réaliser les objectifs de la stratégie gouvernementale sur le tabac.

Par ailleurs, tels que réclamé par une coalition de médecins et d'experts en cessation depuis des années, des investissements additionnels devraient être spécifiquement dédiés à la bonification de l'accompagnement des fumeurs qui désirent arrêter, notamment [en améliorant l'accès aux aides thérapeutiques à la cessation](#). En effet, les fumeurs aux revenus modestes n'ont souvent pas la capacité financière de poursuivre leurs traitements au-delà de la durée établie par la RAMQ pour avoir accès au remboursement de leurs doses. Il s'agit de règles qui, de toute apparence, sont complètement arbitraires étant donné qu'elles s'appliquent à aucun autre médicament prescrit pour traiter une maladie chronique. Cette situation contribue à exacerber les inégalités sociales en matière de santé.

En somme, il serait non seulement synergique, mais également éthique d'investir une portion des revenus de la taxe-tabac à la bonification du remboursement par la RAMQ des médicaments reconnus pour la cessation tabagique. De plus, de nombreuses enquêtes montrent que le public est généralement [encore plus favorable](#) aux hausses de la taxe-tabac lorsque le gouvernement annonce des investissements concomitants visant à aider les fumeurs à cesser de fumer.

F. Poursuivre la politique de la taxation des produits du tabac

- 3) **La Coalition recommande au gouvernement du Québec de procéder avec des hausses de taxes subséquentes substantielles, notamment en vue de rejoindre rapidement le taux de l'Ontario et éventuellement la moyenne des autres provinces, soit avec une prochaine hausse d'au moins 4,00 \$ la cartouche de 200 cigarettes (dont 1\$, à lui-seul, représente un ajustement inflationniste). Elle recommande également de ne plus utiliser l'approche préconisée par l'industrie du tabac, soit de réaliser une hausse modeste, et d'en annoncer une autre dont la date de mise en vigueur est connue d'avance.**
- 4) **La Coalition recommande au gouvernement du Québec d'ajuster annuellement la taxe provinciale sur le tabac en fonction de l'indice des prix à la consommation.**

En dépit des investissements consacrés aux programmes, aux services et à la surveillance, il est bon de se rappeler que selon [l'Organisation mondiale de la Santé](#), la [Banque mondiale](#) et un [consensus d'ouvrages scientifiques](#), les taxes constituent une des mesures les plus efficaces, voire la plus efficace, pour réduire le tabagisme. En effet, la taxation diminue le nombre de fumeurs et allège le fardeau sur le système de santé tout en permettant de générer de nouveaux revenus substantiels.

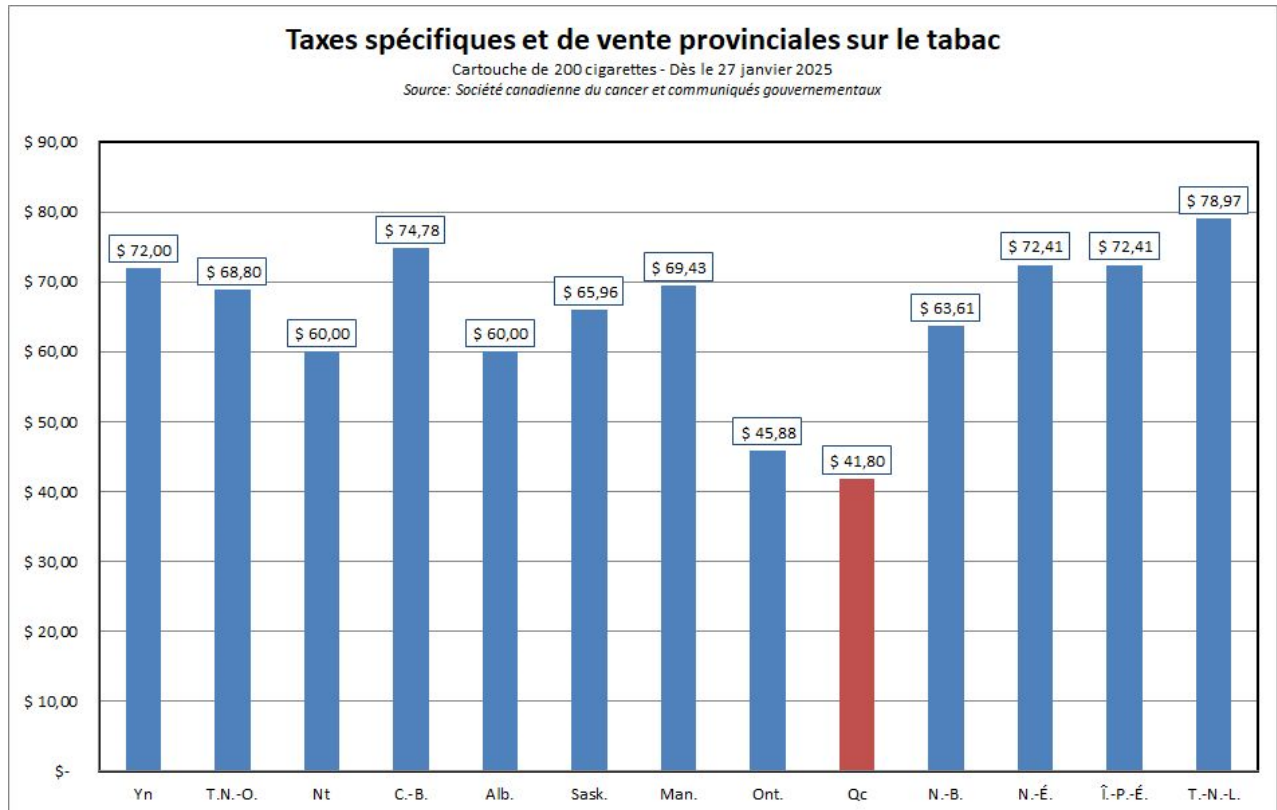
Les trois dernières augmentations, soit celle de 8,00 \$ la cartouche de 200 cigarettes le 8 février 2022 suivie par deux autres successives les 12 mars 2024 et 6 janvier 2025, représentent une avancée importante pour la réduction du tabagisme, celle de 2022 étant la première hausse depuis neuf ans.

Or, bien que nous applaudissions ces hausses, les montants relativement petits des deux dernières en plus de la prévisibilité de la dernière, soit le fait que le montant et la date étaient connus d'avance, sont [peu avantageuses](#) d'un point de vue de santé publique. En effet, cette approche répond précisément aux demandes de l'industrie du tabac. Dans son [mémoire prébudgétaire 2024-2025](#), Imperial Tobacco préconisait justement « une approche de taxation modérée et prévisible ». Cette approche permet à l'industrie de mieux manipuler ses prix de manière à empêcher la réduction de la consommation du tabac provoquées par des hausses abruptes. En étant informée des hausses, l'industrie peut cibler des marques spécifiques pour réduire ses prix et graduellement les augmenter par la suite.

Par ailleurs, nous recommandons que la taxe soit dorénavant systématiquement indexée en fonction de l'inflation, afin de contrer la dépréciation de sa valeur au fil du temps. Prenons la portion de 29,80 \$ en vigueur

depuis 2014. Il s'avère que la valeur de cette taxe s'est dépréciée de **8,78 \$ en dix ans**, soit une réduction de 29,5 % avec un taux annuel moyen de -2,62 %. Cette taxe équivaldrait à 38,58 \$ si elle avait été indexée pour maintenir sa vraie valeur. Les trois dernières hausses totalisent 12 \$ la cartouche : avec indexation, la taxe tabac du Québec s'élèverait à 50,58 \$ comparativement à son niveau actuel de 41,80\$.

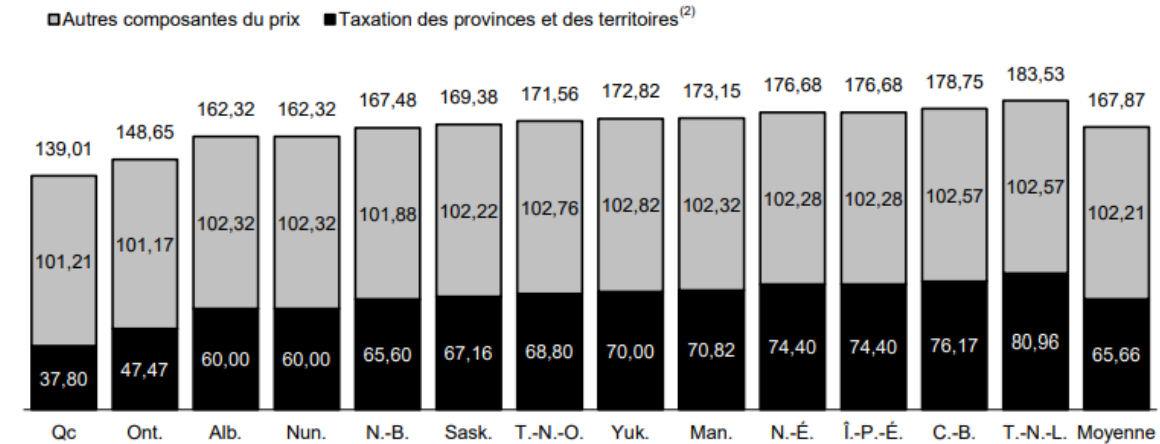
Rappelons que la taxe provinciale du Québec demeure encore la moins élevée de toutes les provinces, avec un écart de 25,22 \$ avec la moyenne des autres provinces et de 4,08 \$ avec l'Ontario, la province avec le deuxième taux de taxation le plus bas.



Le taux relativement bas du Québec se traduit également par des prix pour les consommateurs québécois les moins chers au pays :

GRAPHIQUE E.2

Prix moyen et taxation d'une cartouche de 200 cigarettes dans les provinces et les territoires canadiens⁽¹⁾
(en dollars par cartouche de 200 cigarettes)



(1) En date du 1^{er} mars 2024.

(2) En incluant la taxe de vente harmonisée dans les provinces où elle s'applique.

Sources : Ministères des Finances et gouvernements provinciaux et territoriaux et ministère des Finances du Canada.

Selon [nos calculs de février 2024](#), une hausse de 4 \$ la cartouche permettrait de recueillir plus de 100 millions de dollars en un an et résulterait en plus de 7 000 fumeurs en moins. Sur cinq ans, une telle augmentation rapporterait plus d'un demi-milliard de dollars (0,5 G \$), et ce dans un scénario où le taux de contrebande se maintient à 12%. Dans la mesure où le gouvernement déciderait d'indexer la totalité de la taxe québécoise, comme [le fait le gouvernement fédéral](#), les revenus supplémentaires sur cinq ans (avec une hausse de seulement 2 %) seraient bonifiés d'un montant de plus de [200 millions de dollars](#) et le nombre de fumeurs en moins atteindrait près de 20 000.

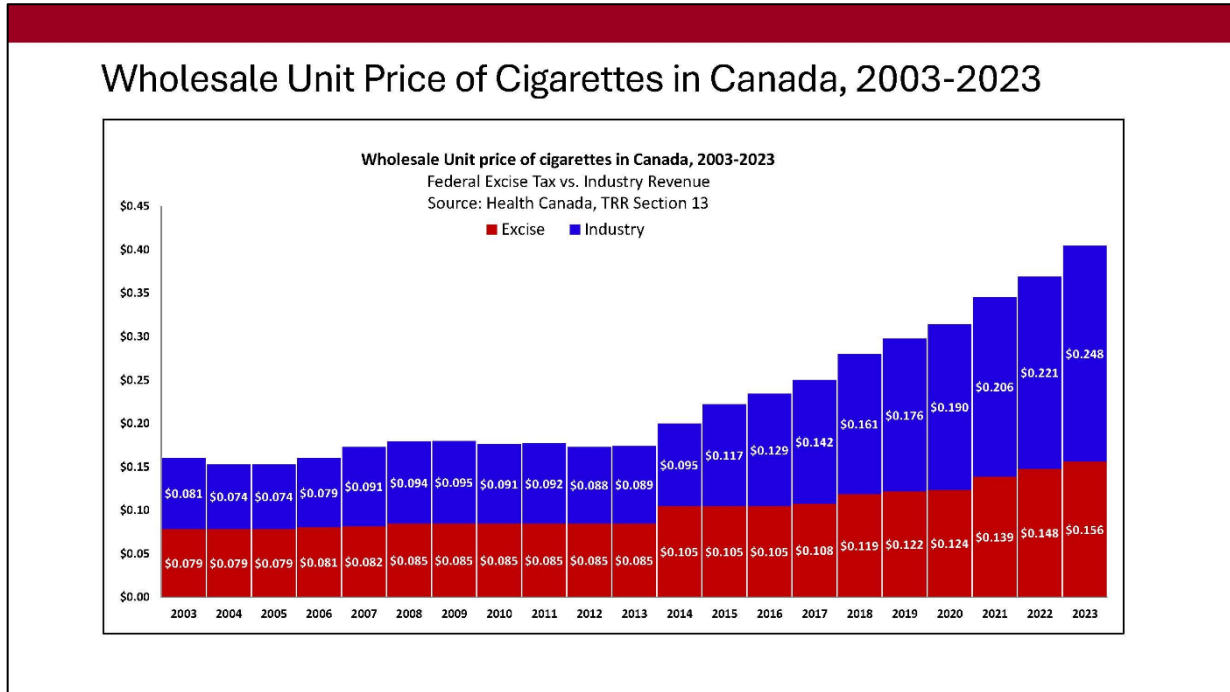
Acceptabilité sociale

Il est à noter que, contrairement aux hausses de taxes générales, celles sur les produits du tabac bénéficient d'un appui très favorable au sein de la population. En effet, un sondage Léger de l'automne 2023 montre que [72 % des Québécois](#) veulent « que le gouvernement du Québec augmente progressivement (sa taxe-tabac) afin de rejoindre celle de l'Ontario ». L'appui pour cette mesure semble consistant dans le temps : en 2017, c'était [73 % des Québécois](#) qui se disaient en faveur « Une hausse graduelle des taxes sur le tabac du Québec pour les mettre au même niveau que celles de l'Ontario », selon un sondage SOM, et en 2020, [78 % des Québécois](#) appuyaient « une augmentation des taxes sur les cigarettes en tant que stratégie pour réduire le tabagisme chez les jeunes » dans le cadre d'un sondage IPSOS.

Par ailleurs, il est pertinent de rappeler que l'industrie du tabac a tellement peu peur de la contrebande qu'elle augmente discrètement et systématiquement ses propres prix. Ces hausses témoignent de la confiance qu'elle éprouve dans la capacité du marché à soutenir des hausses de prix sans exacerber la contrebande et ses impacts sur la paix sociale.

Hausses des prix de l'industrie

Ironiquement, l'industrie sonne l'alarme de la contrebande chaque fois que les divers gouvernements songent ou augmentent leur taxe-tabac, [comme Imperial Tobacco l'a fait](#) en mai 2024 suite à la [hausse de 4\\$ la cartouche](#) au niveau fédéral annoncé le 16 avril 2024.



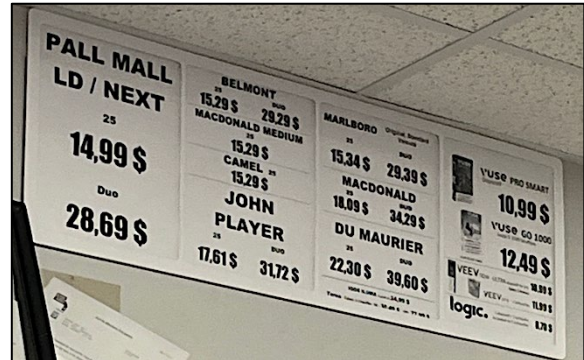
Au niveau Canadien, l'industrie augmente systématiquement le prix de gros de ses cigarettes de montants comparables aux hausses de taxes fédérales et provinciales combinées. Par exemple, en **2023**, les **taxes fédérales et québécoises** ont augmenté de **0,048 \$** par cigarette [(taxe fédérale : 0,156 \$ - 0,148 \$ = 0,008 \$ par cigarette) + (taxe québécoise : 8,00 \$/cartouche de 200 cigarettes = 0,040 \$ par cigarette) = 0,048 \$], alors que l'industrie a **augmenté ses prix de gros de 0,027 \$** la cigarette (0,248 \$ - 0,221 \$). En **2022**, les **taxes fédérales et québécoises** ont augmenté de **0,009 \$** par cigarette [(taxe fédérale : 0,148 \$ - 0,139 \$ = 0,009 \$ par cigarette) + (taxe québécoise : 0,000 \$ en 2022) = 0,009 \$], alors que l'industrie a **augmenté ses prix de gros de 0.015 \$** la cigarette (0.221 \$ - 0.206 \$ = 0.015 \$).

Bien que la Coalition n'ait pas eu accès à l'évolution des prix de gros au Québec depuis 2022, il est raisonnable de croire que l'industrie ait recours à ces mêmes manœuvres pour mieux moduler les prix entre les marques et les atténuer dans le temps selon les hausses des taxes. Dans un premier temps, on sait que les fabricants de tabac ont augmenté leur part sur le **prix de gros** moyen par cigarette au Québec de **0,015 \$ entre 2021 et 2022**, passant de 0,182 \$ à 0,197 \$, ce qui représente l'équivalent d'une hausse de **3,00 \$ la cartouche**.

À la lumière de cette information et vu l'écart existant du taux d'imposition québécois avec celui des autres provinces, une hausse de la taxe demeure pertinente et réduirait la marge des fabricants à garnir leurs coffres des revenus provenant des fumeurs québécois, alors que cet argent irait plutôt à l'État qui assume la facture des soins de santé découlant du tabagisme.

À première vue, on pourrait penser que ces hausses annuelles du prix de gros moyen entraînent nécessairement des hausses marquées pour les consommateurs.

Or, des photos prises dans un même commerce à différents intervalles révèlent que pour certaines marques, les consommateurs se voient offrir des baisses de prix peu de temps ou trois semaines avant une hausse anticipée, comme celle du 6 janvier dernier. Par exemple, dans ce commerce montréalais, le prix affichés pour un paquet de 25 cigarettes pour les trois marques les moins chères (PALL MALL, LD et NEXT) était de 16,15 \$ le 16 octobre 2024 mais chutait à 14,99 \$ le 14 décembre, tel qu'illustré ici :



G. Instauration de mesures pour contrer les manipulations de prix par les fabricants

- 5) En prévision de la prochaine révision de la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme*, la Coalition recommande au gouvernement du Québec d'examiner les options pour contrecarrer des pratiques de l'industrie du tabac concernant le prix ayant pour effet de favoriser le tabagisme et le vapotage.

Le prix du tabac (dont les taxes) représente [le levier le plus efficace et rentable](#) pour réduire et prévenir le tabagisme, surtout auprès des populations les plus sensibles au prix comme les jeunes et les personnes défavorisées. Malheureusement, l'industrie parvient à manipuler ses prix pour réduire l'efficacité de la taxation en termes de réduction du tabagisme.

En effet, les augmentations de prix effectuées par l'industrie du [tabac sont finement modulées](#) dans le temps et dans l'espace (variations en fonction des marques, des inventaires, des détaillants ainsi que leur l'emplacement des points de vente [1, 2, 3]) - le tout de manière à éviter de provoquer un « choc » pour les consommateurs, comme le font normalement les hausses de taxes. Ce « choc » est précisément le phénomène recherché pour motiver de nombreux fumeurs à cesser de fumer. Les fabricants ont choisi d'opérer depuis les quinze dernières années dans un marché où le prix des marques est largement segmenté (marques « économiques », « prix moyen », « premium »). En modulant les prix par catégorie et en maintenant celui des marques économiques artificiellement bas, ils réussissent à contrecarrer l'impact des hausses de taxes et à maintenir une offre continue de cigarettes à bas prix pour les communautés vulnérables plus sensibles au prix, par exemple en estompant sur plusieurs mois la hausse de prix qu'une hausse de taxe devrait normalement provoquer.

Malgré l'interdiction des rabais et des ristournes, une mesure introduite en 2015 dans la *Loi concernant le tabagisme*, le MSSS précise que des [défis importants demeurent](#) par rapport à son application.

De nombreuses juridictions s'attardent à instaurer des contrôles dans le but de réduire la capacité de l'industrie à atténuer les hausses de prix résultat de la taxation. Par exemple, sans être une mesure parfaite, la [France](#) limite le nombre de fois par année que les fabricants peuvent modifier le prix d'une marque ([code SKU](#)) et le prix est le même partout sur le territoire pour une période donnée. Le [Nunavut](#) interdit la vente à un prix réduit basé sur la quantité vendue, ce qui a pour effet d'éliminer l'avantage que conférait l'achat d'une cartouche par rapport au paquet individuel ou de l'emballage comprenant deux paquets « duo-pack ». Des études recommandent, pour

réellement contrer les stratégies de manipulation des prix, de mettre en œuvre [une combinaison de mesures](#), soit des mesures fiscales accompagnées d'autres mesures complémentaires non-fiscales.

Depuis le 1^{er} juillet 2024, la taxe harmonisée (avec le fédéral) sur les produits de vapotage est entrée en vigueur au Québec. Cette mesure se veut « un moyen efficace de réduire la consommation nocive de ces produits », surtout chez les jeunes. L'ensemble des autres provinces et territoires participent également à ce régime.

Malheureusement, comme pour les produits du tabac, l'industrie du vapotage a toute la latitude pour elle aussi manipuler ses prix dans le but de minimiser les bénéfices de santé des taxes sur les cigarettes électroniques, ce que [certains manufacturiers ont déjà fait](#).

Étant donné que les grands manufacturiers du tabac vendent également des produits de vapotage, ainsi que l'historique de l'industrie du vapotage en matière de [délinquance](#) face aux [diverses lois](#), il serait de mise d'instaurer un encadrement des prix similaire pour les produits de vapotage.

H. Instauration de permis tarifés en lien avec le commerce des produits de tabac et de vapotage

6) La Coalition recommande au gouvernement du Québec d'instaurer un permis de fabrication et d'importation tarifé à l'industrie du tabac et du vapotage, de manière à récupérer les montants consacrés à l'encadrement de ces produits, y compris ceux dédiés à la lutte contre la contrebande.

En 2024, le gouvernement fédéral a adopté le [projet de loi C-59](#) qui entre autres modifie la *Loi sur le tabac et les produits de vapotage (LTPV)* du Canada. Cette législation ajoute des pouvoirs qui habilite le gouvernement d'adopter des règlements pour imposer aux fabricants du tabac des frais et des redevances afin de recouvrer les frais gouvernementaux liés à la réalisation de l'objet de la LTPV. Malgré [des failles importantes](#) dans le modèle proposé dans le cadre [d'une consultation à cet effet](#), il n'en demeure pas moins que le principe derrière le projet de règlement est tout-à-fait solide et raisonnable. Ce genre de tarification existe déjà sous diverses formes au Canada et dans d'autres pays, dont ceux qui s'appliquent depuis 2018 [aux produits du cannabis](#) au Canada et ceux qui s'appliquent depuis 2009 [aux produits du tabac](#) aux États-Unis.

Bien qu'imparfait et modeste, le Québec déploie depuis de nombreuses années un système tarifé de permis à l'ensemble de la chaîne de fabrication et de distribution d'[alcool](#). Rappelons qu'en 2015, la [Commission d'examen sur la fiscalité québécoise](#) (Rapport Godbout) avait recommandé l'instauration d'un permis pour l'exploitation d'un point de vente de tabac, au coût de 250 \$ par année, tout en précisant que cela allait générer des revenus supplémentaires annuels de deux millions de dollars.

Comme d'autres groupes, la Coalition souhaite qu'une tarification des joueurs commerciaux impliqués dans la fabrication et la vente de la nicotine « récréative » au Québec compense l'ensemble des coûts pour encadrer les produits de tabac et de vapotage ainsi que les efforts déployés pour contrer la contrebande. En effet, dans le contexte où la taxation des produits de vapotage permette le repérage de la chaîne de fabrication, d'importation et de distribution, nous croyons qu'il est tout aussi pertinent d'assujettir l'industrie du vapotage à cette même obligation de contribuer aux coûts des programmes et services gouvernementaux.

Tout compte fait, le Québec devrait emboîter le pas, c'est-à-dire suivre l'exemple du fédéral, et se doter d'un mécanisme en vue de récupérer ses propres investissements découlant du commerce du tabac et du vapotage. Il s'agit d'industries qui font d'énormes profits en lien avec la vente de produits dangereux qui nécessitent une gamme de contrôles et d'interventions : cadre réglementaire, surveillance, campagnes de sensibilisation, programmes de cessation et opérations anti-contrebande. Y compris les sommes dépensées pour lutter contre la contrebande, ces budgets peuvent facilement atteindre entre 50 et 55 millions de dollars par année,

notamment en comptant un rehaussement de 20 millions \$ tel que réclamé plus haut. Il ne devrait pas revenir aux contribuables québécois de payer pour ces interventions alors que les profits se font aux dépens de la santé de centaines de milliers de citoyens.

I. Considération en lien avec la contrebande

7) La Coalition recommande d'assujettir les produits de vapotage à la Loi concernant l'impôt sur le tabac tout en créant l'équivalent d'un comité « ACCES Vapotage ».

Selon les plus récentes [données du ministère des Finances](#), la contrebande de cigarettes demeure « stable depuis plusieurs années au Québec. Elle est actuellement estimée à moins de 10 % » et, ce, malgré plusieurs hausses de taxes fédérales et provinciales. Nous demeurons donc dans un contexte propice à la hausse de la taxe provinciale sur le tabac.

Une des principales raisons derrière ce bilan positif est le déploiement de ressources considérables pour les interventions anti-contrebande. Le comité « ACCES Tabac », qui mène les actions concertées de lutte contre l'évasion fiscales liée au tabac, est financé à la hauteur de [17,9 millions \\$ pour 2023-2024](#) (avec un rendement de 163,2 millions \$).

Or, malgré les pertes fiscales en lien avec la taxe harmonisée sur les produits de vapotage, dont [l'absence de timbre fiscal du Québec sur une multitude des produits](#) vendus à des Québécois par le biais des ventes en ligne provenant des autres provinces, et malgré l'existence d'un comité « ACCES Cannabis » qui touche entre autres des dispositifs de vapotage de liquides avec THC, ces équipes spécialisées ne visent pas la surveillance ni la mise en œuvre d'interventions pour contrer l'évasion fiscale liée aux produits de vapotage.

Outre la création d'un comité « ACCES Vapotage », une option serait d'élargir le mandat de « ACCES Tabac » pour couvrir les produits de vapotage.

Pour ce faire, nous recommandons d'assujettir les produits de vapotage à *la Loi concernant l'impôt sur le tabac*. Un tel assujettissement [ouvrirait la porte](#) à de multiples mesures bénéfiques pour notamment réduire la vente de produits de vapotage non-taxés (au Québec), de produits de vapotage non-conformes aux lois et règlements québécois et de produits de vapotage de contrebande, notamment en obligeant les entités participant à chaque étape de la fabrication, du transport, de la distribution et de la vente de produits de vapotage au Québec à s'identifier auprès des autorités et à détenir un permis, qui faute de conformité, pourrait aisément être révoquer.

J. Utiliser la taxe harmonisée sur les e-liquides pour favoriser l'application des mesures québécoises

8) La Coalition recommande que les autorités pertinentes du Québec se concertent avec les autorités fédérales, ainsi que les autres provinces et territoires, afin de développer des mécanismes qui mettent à profit les systèmes d'estampillage (tabac et vapotage) de sorte à renforcer le respect des lois provinciales.

L'encadrement des timbres fiscaux pourrait être utilisé non seulement pour combattre les fraudes fiscales, mais également à des fins d'application des mesures touchant l'importation, la fabrication et la vente des produits de vapotage. Par exemple, les licences de fabrication fédérales requises pour obtenir et apposer des timbres fiscaux devraient faire l'objet de suspension à la suite de constats de non-conformité en lien avec l'ensemble des mesures fédérales et provinciales encadrant les produits de vapotage, notamment les mesures spécifiques au Québec.

Il est difficile, voire impossible, pour les inspecteurs du Québec de porter plainte en lien avec un fournisseur ontarien qui livre des produits de tabac ou de vapotage illégalement au Québec, étant donné que le Québec n'a pas d'autorité à l'extérieur de la province (il n'existe pas d'infraction pour un citoyen québécois qui se faire livrer des produits chez lui). Or, il devrait y avoir un mécanisme afin que le fédéral puisse imposer une pénalité – la suspension du permis de fabrication pour un manufacturier ou l'imposition d'une sanction financière pour un détaillant – lorsqu'il est informé d'une infraction en vertu d'une loi provinciale.

En fait, en ce qui concerne les fabricants, les « [Conditions d'admissibilité pour être une personne visée par règlement relativement aux produits de vapotage](#) » – soit en lien avec l'obtention des timbres d'accise fédéraux pour les produits de vapotage – obligent toute entreprise à « *Ne pas avoir enfreint une loi fédérale (autre que la Loi de 2001 sur l'accise), provinciale ou territoriale portant sur la taxation ou la réglementation de l'alcool ou des produits de vapotage ou du tabac ni les règlements connexes, dans les 5 dernières années* » [Nos soulignés].

Par ailleurs, il serait pertinent d'habiliter des inspecteurs québécois qui se rendent dans les points de vente (ce qui n'est pas nécessairement le cas des enquêteurs fédéraux de l'Agence du revenu, qui se limitent généralement à visiter les « fabricants », c'est-à-dire les détenteurs de licences pour timbres fiscaux) pour veiller à intercepter les pratiques douteuses d'estampillage dans les points de vente. Une telle surveillance accrue est d'autant plus pertinente que des détaillants peuvent se qualifier à titre de fabricants dans la mesure où ils emballent les produits de vapotage (déjà fabriqués) sur place.

K. Conclusion

Un taux de tabagisme autour de 12, % est toujours inacceptable et entraîne des répercussions importantes sur les soins et dépenses en santé, la productivité et le bien-être des familles québécoises. Il s'agit d'une dépendance à un produit mortel qui tue plus de la moitié de ses usagers réguliers. Le phénomène du vapotage chez les jeunes est tout aussi inacceptable et ouvre la porte à des répercussions qui sont troublantes bien qu'encore difficilement quantifiables.

Au niveau du vapotage, le Québec peine à assurer la conformité à ses règlements en lien avec les produits aromatisés, alors que les stratégies d'évasion fiscale prennent de l'ampleur. L'encadrement des joueurs de cette industrie repose essentiellement sur le fédéral. Or, cette approche ne permet pas au Québec d'intervenir efficacement et promptement. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour bonifier des initiatives actuelles (surveillance accrue de l'industrie sur internet et dans les points de vente, application coercitive des lois face à la délinquance de l'industrie, assujettissement des produits de vapotage à la loi sur l'impôt du tabac, déploiement d'un comité « ACCES Vapotage », accompagnement plus optimal des fumeurs en phase d'arrêt tabagique avec du personnel dédié et un accès sans restrictions arbitraires aux pharmacothérapies, et multiplication des interventions pour contrer le vapotage chez les jeunes.

Bien que les contextes politiques et économiques actuels apportent beaucoup d'incertitude et anxiété, des entrées d'argent hors pairs sont prévues en raison de l'entente des litiges-tabac. Une portion infime de ces montants devrait servir à redresser le financement de la lutte antitabac, notamment pour combler de nouveaux défis.

Il importe aussi pour le ministère des Finances de prendre acte des stratégies et des agissements contreproductifs et délinquants mises de l'avant par l'industrie pour leurrer des jeunes et maintenir des adultes dans la dépendance à la nicotine, un fléau social qui est appelé à causer d'importantes répercussions sur notre système de santé pendant encore très longtemps.

Le ministère des Finances reste un acteur clé pour l'actualisation des objectifs de la [Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025](#) et de celles qui suivront. La poursuite de la politique de taxation s'impose, avec des hausses de taxes importantes qui ne sont pas annoncées avant le jour de leur mise en vigueur et le déploiement éventuel d'une gamme de mesures complémentaires de nature fiscales pour optimiser la surveillance et l'efficacité des taxes, en plus d'autres encadrements destinés à circonscrire les agissements des entités impliquées dans le commerce non thérapeutique de ces produits hautement addictifs.